

On the Road

Les travailleurs migrants sous le feu

PAR ANITA NORMARK

CINQ MILLIONS AU MOINS DE TRAVAILLEURS DE LA CONSTRUCTION ONT PERDU LEUR EMPLOI DANS LE MONDE DANS LA SEULE ANNÉE 2008 EN RAISON DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE. LES TRAVAILLEURS DU BÂTIMENT ONT ÉTÉ PARMIS LES PREMIERS TOUCHÉS QUAND A ÉCLATÉ LA BULLE IMMOBILIÈRE AUX ÉTATS-UNIS.

Rien qu'aux États-Unis, plus de 30.000 travailleurs du bâtiment ont perdu leur emploi pendant le dernier trimestre 2008. Ce sont les travailleurs migrants venus du Mexique ou d'autres pays d'Amérique centrale qui ont surtout subi le contrecoup de l'effondrement du secteur aux États-Unis.

La construction étant largement tributaire des investissements publics dans les infrastructures et le logement, a été un des secteurs les plus durement touchés. De ce fait, les secteurs qui fournissent les matériaux de construction et le bois ont aussi licencié leur personnel lorsque la demande a chuté.

Le secteur a toujours attiré les migrants souvent pour des emplois peu qualifiés et mal rémunérés et a largement contribué à la récente phase de croissance économique. Par comparaison avec d'autres secteurs, la construction emploie davantage de travailleurs migrants.

La situation est la même dans le monde entier; les travailleurs migrants ont été exploités pendant le boom de la construction qui a précédé la crise financière; beaucoup ont été honteusement spoliés par des agences de placement et des patrons peu scrupuleux. Dans beaucoup de pays d'accueil, les syndicats se sont efforcés de les organiser et les aider à défendre leurs droits et préserver les salaires pratiqués et les normes en vigueur dans le pays.

Les travailleurs migrants sont ceux qui ont le plus de chance d'être

licenciés les premiers. À Dubaï, par exemple, les ouvriers sous-payés venus d'Asie pour construire les gratte-ciels ont été parmi les premières victimes de la crise économique mondiale. Des projets de construction d'une valeur d'environ 600 milliards de dollars ont été mis en attente dans les Émirats arabes unis, faisant près de 45 pour cent de chômeurs dans la main-d'œuvre du secteur.

En Chine, des millions de migrants venus des campagnes ont été engagés dans la construction pour la préparation des Jeux olympiques de Pékin, en 2008, et aussi dans d'autres grandes villes. Sur un chiffre estimé à 28 millions de travailleurs venus des zones rurales, 3 millions ont perdu leur emploi en 2008.

Sous la pression de la crise financière, de nombreux gouvernements sont tentés de prendre des mesures de protection pour pousser la main-d'œuvre étrangère à quitter le pays. En voici quelques exemples :

- En Thaïlande, le gouvernement a annoncé qu'il ne ré-enregistrerait pas les migrants en 2009 dans l'espoir que certains partent lorsque leur permis de travail arrivera à expiration, laissant ainsi la place à des Thaïs alors que le chômage augmente.
- En Malaisie, le gouvernement a bloqué les arrivées de nouveaux

migrants pour offrir davantage d'emplois à sa population et il a enjoint aux employeurs de licencier les travailleurs étrangers en premier.

- En Espagne, le gouvernement propose des sommes forfaitaires aux migrants sans emploi qui émarquent à l'assurance-chômage s'ils acceptent de quitter le pays. Beaucoup de migrants étaient employés dans le bâtiment.
- En Russie, la section jeunesse du parti Russie unie, baptisé la Jeune garde, a lancé une campagne réclamant pour les Russes des emplois occupés par des travailleurs migrants étrangers. Elle entend patrouiller sur les chantiers pour, comme elle dit, "éviter d'alimenter les économies étrangères et de faire partir l'argent à l'étranger en payant des travailleurs migrants".

Les restrictions à une migration contrôlée et régulière vont avoir pour effet que de nombreux pays émetteurs vont être privés des envois d'argent dont ils ont bien besoin, alors que beaucoup de pays récepteurs ont besoin de travailleurs migrants et en profitent. De plus, il est à craindre que l'hostilité affichée envers les travailleurs migrants provoque de nouvelles tensions ainsi que de l'intolérance entre communautés.

Pour contrer une telle évolution, il faudrait que les pays récepteurs garantissent aux migrants l'égalité de traitement, contrôlent des canaux de migration réguliers et que soient adoptées dans les pays et entre ceux-ci des politiques de migration cohérentes.

Le renflouage des banques et de l'industrie est peut-être la solution nécessaire à court terme à des prob-

Again

eu de la récession

lèmes immédiats, de même que l'octroi de crédits à la construction, mais ils est loin de suffire pour régler plus durablement le problème.

Pour une solution à plus long terme, un nouveau plan de relance destiné à stabiliser les marchés mondiaux des capitaux et à rassembler des investissements publics massifs dans les infrastructures s'impose. Il viendrait aussi en aide aux industries du bâtiment et des matériaux de construction qui ont été durement touchées. Des mesures d'incitation dans le secteur du bâtiment sont aussi nécessaires pour abaisser les émissions de carbone, économiser l'énergie et stimuler les nouvelles formes d'énergie verte. Mais l'argent public étant fort sollicité, il faut que ces marchés soient assortis de garanties sociales et environnementales.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'Organisation internationale du travail prônent le lancement d'une "Nouvelle donne verte" qui pourrait être le point de départ d'une reprise qui, à la fois, assurerait du travail décent et contribuerait à la lutte contre le changement climatique.

Le rapport américain intitulé *Green Recovery: A Program to Create Good Jobs and Start Building a Low-Carbon Economy*, affirme qu'un programme d'investissement de 100 milliards \$ dans une relance économique verte axée sur le rendement énergétique créerait deux millions d'emplois sur une période de deux ans aux États-Unis tout en favorisant la lutte contre le réchauffement climatique et la création d'une économie verte sobre en carbone.

Des solutions efficaces existent. Si rendre du travail aux gens est la mesure la plus importante à prendre pour remettre l'économie en marche, cela ne

doit pas se faire au prix de réductions salariales, ce qui ne ferait qu'ajouter au problème dès le moment où les travailleurs, ayant moins d'argent à dépenser, créeront moins d'emplois indirects dans d'autres secteurs.

Ceux qui ont un emploi stable et un revenu décent dépensent de l'argent et créent ainsi indirectement des emplois dans d'autres secteurs. La création indirecte d'emplois dans le secteur de la construction a été estimée à un facteur d'environ trois pour un.

Une mesure importante à prendre pour éviter la perte de travailleurs qualifiés, qu'il faudrait des années pour remplacer, consiste à promouvoir la formation professionnelle et le recyclage. Une telle mesure est essentielle et doit être intensifiée. Des efforts doivent être consentis par les partenaires sociaux et les pouvoirs publics pour trouver ensemble des solutions constructives.

De préférence, il faudrait que des emplois se créent dans les pays d'origine, de façon à ce que les individus ne soient pas contraints

d'émigrer pour des motifs économiques ou sociaux. Toutefois, dans le secteur de la construction, la migration demeurera certainement un facteur de l'industrie de demain, mais qui ne fonctionnera bien qu'à condition que l'égalité des droits soit garantie pour tous les travailleurs et que des dispositions soient prises pour lutter contre la migration illégale.

La récession n'a guère de bons côtés, mais il ne fait aucun doute qu'elle est l'occasion d'investir dans l'être humain et dans la qualité de vie. Avec une meilleure protection sociale, notamment par les pensions, les indemnités de chômage, l'aide à l'enfance et les soins de santé, avec un plus grand respect pour les droits des travailleurs, avec un nouveau régime opérant pour la finance mondiale, rien ne s'oppose à ce que, au prix d'investissements judicieux et axés sur l'individu, nous ne puissions agir promptement pour reconstruire des économies en lambeaux et tracer la voie d'une reprise et d'un développement durables.

